

**OGEc DU SAINT AFFRICAIN**

Lycée Saint Gabriel

23 Rue Lamartine BP 281

**12400 SAINT AFFRIQUE CEDEX**

---

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

***EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024***

**Gilles TOURNIER**

Commissaire aux comptes  
9 Avenue du Maréchal Joffre  
12000 RODEZ

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

### **SUR LES COMPTES ANNUELS AU 31 AOUT 2024**

Aux adhérents de l'association

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC DU SAINT AFFRICAIN relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombe en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> Septembre 2023 à la date d'émission de mon rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

**Vérifications spécifiques**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RODEZ le 3 Mars 2025

G. TOURNIER  
Commissaire aux Comptes

**Gilles TOURNIER**  
Expert-comptable  
Commissaire aux Comptes  
9 av. du Maréchal Joffre  
12000 RODEZ

**BILAN ACTIF**  
**OGEC DU SAINT AFFRICAIN ST AFFRIQUE**

	ACTIF	2023 / 2024			2022 / 2023
		BRUT	AMORT.	NET	NET
A C T I F  I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Dotation Frais d'établissement				
	- Dotations Frais de recherche et de développement				
	- Dotations temporaires d'usufruit				
	- Dotations Concessions, brevets, licences,				
	- Dotations Autres Immobilisations Incorporelles				
	- Dotations Immobilisations incorporelles en cours				
	- Avances et acomptes sur immobilisations				
	- Incorporel				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Dotations Terrains				
	- Dotations Constructions	3 168 577	2 174 292	994 285	1 040 068
	- Dotations Installations techniques, matériel et ou	326 535	299 920	26 614	30 582
	- Dotations Autres Immobilisation Corporelles	1 632 137	1 425 563	206 574	249 766
	- Dotations Immobilisations corporelles en cours				
	- Avances et acomptes sur immobilisations				
	- Corporelle				
	- Dotations Biens reçus par legs ou donations destin				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>5 127 249</b>	<b>3 899 775</b>	<b>1 227 473</b>	<b>1 320 416</b>
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Dépréciation Participations et créances rattachées				
	- Dépréciation Autres titres immobilisés				
	- Dépréciation Prêts				
	- Dépréciation Autres Immobilisations financières				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
	<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>5 127 249</b>	<b>3 899 775</b>	<b>1 227 473</b>	<b>1 320 416</b>
C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	2 966		2 966	500
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	12 821		12 821	13 255
	CREANCES :				
	- Dépréciation Créances clients, usagers et comptes	47 293	34 232	13 060	17 818
	- Créances reçues par legs ou donations				
	- Dépréciation Autres	156 139		156 139	206 457
	<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>203 432</b>	<b>34 232</b>	<b>169 199</b>	<b>224 275</b>
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
	DISPONIBILITES	622 177		622 177	792 815
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	30 344		30 344	36 460
	<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>871 740</b>	<b>34 232</b>	<b>837 507</b>	<b>1 067 305</b>
	<b>FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)</b>				
	<b>PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)</b>				
	<b>ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)</b>				
	<b>TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)</b>	<b>5 998 989</b>	<b>3 934 007</b>	<b>2 064 980</b>	<b>2 387 722</b>

**BILAN PASSIF 2023 / 2024**  
**OGEF DU SAINT AFFRICAIN ST AFFRIQUE**

PASSIF		2023 / 2024	2022 / 2023
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	16 974	16 974
	Fonds propres complémentaires	552 169	552 169
	<b>TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</b>	<b>569 143</b>	<b>569 143</b>
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	162 678	162 678
	<b>TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE</b>	<b>162 678</b>	<b>162 678</b>
	ECARTS DE REEVALUATION		
	RESERVES		
O N D S  A S S O C I A T I F S	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	<b>TOTAL RESERVES</b>		
	REPORT A NOUVEAU	- 25 874	88 951
	RESULTAT DE L'EXERCICE	- 167 088	- 114 825
	<b>SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)</b>	<b>538 859</b>	<b>705 947</b>
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	261 868	320 170
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
O V I S I O	<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>800 727</b>	<b>1 026 117</b>
	FONDS REPORTES E DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	<b>TOTAL FONS REPORTES ET DEDIES (II)</b>		
	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	29 037	29 037
	Provisions pour charges	89 491	86 905
	<b>TOTAL PROVISIONS (III)</b>	<b>118 528</b>	<b>115 942</b>
	DETTE		
D E T T E S	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	859 088	964 856
	Emprunts et dettes financières diverses	4 000	7 000
	Avances et acomptes reçus	2 601	2 938
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	133 032	169 960
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	73 881	44 003
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	17 299	9 586
	Instruments de trésorerie		
D E T T E S	Produits constatés d'avance	55 825	47 319
	<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>1 145 726</b>	<b>1 245 663</b>
	Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)</b>		<b>2 064 981</b>	<b>2 387 722</b>

**COMPTE DE RESULTAT 01/09/2023 - 31/08/2024**  
**OGEC DU SAINT AFFRICAIN**

	2023 / 2024	2022 / 2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 061	2 407
Ventes de prestations de service	1 002 340	1 018 051
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 000 327	956 610
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation c	0	0
Ressources liées à la générosité du public	692	30 031
Dons manuels	0	1 321
Mécénats	0	27 000
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provi	11 005	32 432
Utilisations des fonds dédiés	0	3 568
Autres produits	19	18
<b>TOTAL I</b>	<b>2 015 443</b>	<b>2 043 117</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	2 499	3 080
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	1 064 534	1 029 313
Aides financières	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	67 480	66 743
Salaires et traitements	697 719	658 304
Charges sociales	165 169	151 915
Dotations aux amortissements des immobilisations	229 971	291 821
Dotations aux provisions	2 586	28 708
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	3 790	12 348
<b>TOTAL II</b>	<b>2 233 749</b>	<b>2 242 231</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-218 306</b>	<b>-199 114</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	10 548	1 054
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
<b>TOTAL III</b>	<b>10 548</b>	<b>1 054</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	30 430	32 932
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
<b>TOTAL IV</b>	<b>30 430</b>	<b>32 932</b>

<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-19 883</b>	<b>-31 878</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-238 188</b>	<b>-230 992</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	5 162	35 507
Sur opérations en capital	66 114	91 329
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
<b>TOTAL V</b>	<b>71 276</b>	<b>126 836</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	176	10 669
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
<b>TOTAL VI</b>	<b>176</b>	<b>10 669</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>71 100</b>	<b>116 167</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>2 097 267</b>	<b>2 171 007</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>2 264 355</b>	<b>2 285 832</b>
<b>5 - EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-167 088</b>	<b>-114 825</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## INFORMATIONS GENERALES

### **1) Identification de l'OGEC, objet social, activités, moyens mis en œuvre**

**OGEC DU SAINT-AFFRICAIN – 23 Rue Lamartine 12400 SAINT-AFFRIQUE**

Association créée le 01/09/1981

#### **Objet Social de l'Entité :**

Assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente, l'organisme de gestion à la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale de plusieurs établissements.

Il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes de l'enseignement catholique ; il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif, il est employeur des personnels de droit privé ; gère les établissements scolaires relevant du Ministère de l'Éducation Nationale et du Ministère de l'Agriculture.

L'OGEC peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal ; peut passer convention avec l'Etat, les collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme concourant même partiellement à son objet ; peut acquérir tous les biens nécessaires à la réalisation de son objet ou en avoir la jouissance ; peut créer des unités de production, notamment des exploitations agricoles, horticoles ou aquacoles, des ateliers de production, de transformation, des halls technologiques ainsi que des activités de services liées aux missions du ou de ses établissements agricoles ; en outre pour conforter son objet et soutenir le développement de ses établissements de formation, elle peut déployer des activités, d'accueil, d'hébergement, de restauration, de transport, de mise à disposition de locaux, d'animation et, d'une manière générale se livrer à toute activité de quelque nature que ce soit, en lien avec son objet principal, toutefois, ces activités ne pourront devenir prépondérantes par rapport aux activités de formation ou d'éducation

#### **Activités de l'Association :**

Activités pédagogiques	Activités annexes
Enseignement primaire : école maternelle, élémentaire Enseignement secondaire : collège, lycée général, technologique, professionnel	Restauration scolaire Garderie Internat Location Saisonnière

#### Moyens mis en Œuvre au cours de l'Exercice :

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : **60**
- Personnel salarié Ogec : **27 ETP**
- Personnel bénévole : membres du Conseil d'Administration
- Locaux scolaires :
  - Site Saint Gabriel, appartenant à l'Association Le Rouergue (Diocèse), bail sans contrepartie financière comprenant
    - l'Ecole Maternelle et Primaire St Jean Baptiste finit de créer en 2011
    - le Lycée Agricole de Vaxergues transféré sur ce site en Septembre 2016
    - la Restauration Scolaire
    - l'Internat entièrement rénové en 2 tranches en 2008 et 2014
    - les Laboratoires de Sciences du Lycée Saint Gabriel
  - Site Jeanne d'Arc, appartenant aux Sœurs de St Joseph de Cluny, bail avec contrepartie financière comprenant
    - Le Collège Jeanne d'Arc
    - Le Lycée Saint Gabriel

#### **2) Faits marquants de l'exercice**

Pas d'événements significatifs au cours de l'exercice

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **2.064.981€**.

Le résultat net comptable présente un déficit de **167.088 €**.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 20 Décembre 2024 par les dirigeants et arrêté par le conseil d'administration en date du 14 Janvier 2025.

#### **3) Evènements postérieurs à la clôture**

Absence d'évènements post-clôture

## **PRINCIPES REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **1) Durée et dates de l'exercice comptable :**

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

### **2) Référentiel comptable :**

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2024 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec.

### **3) Dérogations aux principes et méthodes comptables :**

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Nature des biens immobilisés	Durée
Logiciels informatiques	De 3 à 5 ans
Construction sur sol d'autrui	De 15 à 20 ans
Bâtiment Saint Jean Baptiste	25 ans
Construction Jeanne D'arc	De 10 à 20 ans
Constructions / Aménagements Site Vaxergues	De 10 à 25 ans
Lieu de vie des Internes	De 10 à 25 ans
Aménagements - Agencements Saint Jean Baptiste	De 5 à 15 ans
Matériel et mobilier	De 3 à 10 ans
Livres de classe du lycée	3 ans
Livres de classe du collège	3 ans
Livres de classe du primaire	3 ans
Instal. Agencements Aménagements liés activités enseignements	De 3 à 20 ans
Matériel de transport	De 2 à 10 ans
Matériel de Bureau & Informatiques	De 1 à 5 ans
Mobilier	De 5 à 10 ans
Immobilisations en cours	Non amortissable

#### **IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

#### **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans

contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

#### **INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

#### **4) Changements comptables :**

Aucun changement comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Pour mémoire, la première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif a concerné les comptes de l'exercice 2020-2021.

L'Autorité des Normes Comptables a adopté le 11 mars 2022 deux nouveaux textes : le règlement N°2022-01 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général et le règlement N°2022-02 modifiant le règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018. L'homologation de ces deux règlements n'ayant pas fait l'objet d'un arrêté publié au Journal Officiel avant le 31 août 2022, les nouvelles dispositions réglementaires ne sont pas applicables aux comptes 2021/2022. Ces deux nouveaux règlements concernent les Ogec ayant une activité de formation par apprentissage et ceux percevant le solde de taxe d'apprentissage.

## NOTES SUR LE BILAN

### 1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les frais d'établissement (frais de constitution, de transformation, de premier établissement) sont inscrits à l'actif. Ils sont amortis dans un délai de 5 ans.

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

#### Immobilisations brutes = 5 127 249 €

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	0		0	0
Immobilisations corporelles	5 033 615	121 631	27 997	5 127 249
Immobilisations financières	0			0
Immobilisations en cours	0			
<b>TOTAL</b>	<b>5 033 615</b>	<b>121 631</b>	<b>27 997</b>	<b>5 127 249</b>

#### Amortissements et provisions d'actif = 3 899 775

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	0		0	0
Immobilisations corporelles	3 713 199	214 573	27 997	3 899 775
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>3 713 199</b>	<b>214 573</b>	<b>27 997</b>	<b>3 899 775</b>

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Construct° sol autrui Bât. St Jean Baptiste	797 954	414 710	383 244	25 ans
Construct° sol autrui Bât. Jeanne d'arc	21 622	18 297	3 325	10 ans
Construct° sol autrui Bât. des internes	220 126	149 298	70 828	de 10 à 25 ans
Construct° sol autrui bat. internes financés TA	1 145 757	1 010 086	135 671	de 10 à 20 ans
Construct° sol autrui bat site St Gabriel	440 135	109 475	330 660	de 5 à 15 ans
				de 3 à 28 ans
Construct° sol autrui - site Vaxergues	314 433	292 495	21 938	de 5 à 15 ans
Agencement Aménagement St Jean Baptiste	228 550	179 931	48 619	
Instal tech matériel & outillage lies activités Enseignement	196 998	179 640	17 358	de 1 à 10 ans
Instal tech materiel & outillage AFR	43 498	34 932	8 566	de 3 à 20 ans
Mat mob outi. liés Activites financés par la TA	86 038	85 349	689	de 3 à 10 ans
Install. Aménagements divers	1 234 301	1 099 980	134 321	de 2 à 20 ans
Install Aménagement divers finances TA	54 917	37 862	17 055	de 5 à 15 ans
Matériel de transport	105 184	68 334	36 850	de 2 à 8 ans
Matériel de bureau & informatiques	89 512	79 052	10 460	de 1 à 5 ans
Matériel de bureau & informatiques financés TA	13 101	5 854	7 247	de 5 à 10 ans
Mobilier	135 123	134 481	642	
Immobilisations en cours	0		0	
<b>TOTAL</b>	<b>5 127 249</b>	<b>3 713 199</b>	<b>1 227 473</b>	

2) Dépréciations d'Eléments d'Actif

**ETAT DES PROVISIONS = 25.076 €**

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours	500	2 966	500	2 966
Comptes de tiers	24 576	15 398	5 742	34 232
Comptes financiers				
<b>TOTAL</b>	<b>25 076</b>	<b>18 364</b>	<b>6 242</b>	<b>37 198</b>

### 3) Echéances des créances et des dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CREANCES	MONTANT brut à la clôture	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations	0		
Prêts	0		
Autres créances	0		
Sous-total créances de l'actif immobilisé	0		
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 060	13060	
Créances reçues par legs et donations	0	0	
Créances sociales et fiscales	0	0	
Autres créances (à détailler si besoin)	156 139	156 139	
Sous-total créances de l'actif circulant	169 199	169 199	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>169 199</b>	<b>169 199</b>	

DETTES	MONTANT brut à la clôture	ECHEANCE		
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	0			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	859 088	108 798	389 599	360 690
Emprunts et dettes financières divers	4 000	4 000		
<b>Sous-total dettes financières</b>	<b>863 088</b>			
Avances et Acomptes Reçus	2 601	2 601		
Dettes fournisseurs	133 032	133 032		
Dettes des legs et donations				
Dettes fiscales et sociales	73 881	73 881		
Dettes sur immobilisations	0			
Autres dettes	17 299	17 299		
<b>Sous-total autres dettes</b>	<b>226 813</b>			
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>1 089 901</b>	<b>339 611</b>	<b>389 599</b>	<b>360 690</b>

#### 4) Fonds propres

**TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES**

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Montant à la clôture
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>569 143</b>				<b>569 143</b>
Fonds propres statutaires	16 974				16 974
Fonds propres complémentaires	552 169				552 169
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>162 678</b>				<b>162 678</b>
Fonds propres statutaires	0				0
Fonds propres complémentaires	162 678				162 678
<b>Ecarts de réévaluation</b>					
<b>Réserves</b>	<b>0</b>				
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
<b>Report à nouveau</b>	<b>88 951</b>	<b>-114 825</b>		<b>0</b>	<b>-25 874</b>
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>- 114 825</b>	<b>114 825</b>		<b>167 088</b>	<b>-167 088</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>705 947</b>	<b>0</b>		<b>167 088</b>	<b>538 859</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	320 170		6 628	64 930	261 868
Provisions réglementées					
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>320 170</b>		<b>6 628</b>	<b>64 930</b>	<b>261 868</b>

#### 5) Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

**SUBVENTIONS AMORTISSABLES = 261 868 €**

Nature des subventions amortissables	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Taxe apprentissage	154 055	129 065	24 990
Subventions Investissements	1 500 348	1 263 470	236 878
<b>TOTAL</b>	<b>1 654 403</b>	<b>1 392 535</b>	<b>261 868</b>

**6) Provisions****PROVISIONS = 118 528 €**

Nature des provisions	A l'ouverture	Diminution	Augmentation	A la clôture
Provisions réglementées				
Provisions pour risques & charges	115 941		2 587	118 528
<b>TOTAL</b>	<b>115 941</b>		<b>2 587</b>	<b>118 528</b>

## NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

L'OGEC précise que la méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations se fait lors de l'appel de cotisation.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois, si l'OGEC peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

*En effet l'OGEC collecte les cotisations de l'Apel auprès des familles et les lui reverse.*

Les opérations pour le compte de tiers sont prévues par le plan comptable général.

Suite à une convention entre les deux parties, l'OGEC est mandataire de l'APEL. De ce fait, les cotisations collectées et reversées sont comptabilisées dans un compte de tiers, sans impact sur le résultat.

### 2) Information sur les concours publics et les subventions :

Le règlement comptable ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » qui sont comptabilisés en comptes 73.

Dans sa rédaction toujours en vigueur pour la clôture des comptes 2023/2024, l'article 142-9 de ce règlement indique que les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat.

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	14 073	0
Aides au développement des compétences	0	0
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	0	0
Financement des formations par apprentissage	9 000	0
Forfaits d'externat		
<i>dont forfait Etat</i>	243 208	259 375
<i>dont forfait Région</i>	108 880	117 075
<i>dont forfait Département</i>	171 667	182 540
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	83 960	84 489
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	0	0
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	335 782	284 851
Autres concours publics	0	0
<b>Sous-total concours publics</b>	<b>966 570</b>	<b>928 330</b>
Subventions État		598
Subventions Région	0	0
Subventions Département	10 648	10 067
Subventions Communes	8 000	8 300
Autres subventions d'exploitation		
<i>dont TA</i>	4 777	2 381
<i>dont autres subventions - APEL</i>	10 332	6 934
Report de subventions		
<b>Sous-total subventions d'exploitation</b>	<b>33 757</b>	<b>28 280</b>
<b>Total concours publics et subventions d'exploitation</b>	<b>1 000 327</b>	<b>956 610</b>

**3) Effectif employé pendant l'exercice :**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	8	
Employés	19	
<b>TOTAL</b>	<b>27</b>	<b>0</b>

**4) Rémunération des dirigeants :**

L'OGEC ne peut pas communiquer sur cette information car elle ne concerne qu'un seul dirigeant. Cela conduirait à mentionner des éléments de rémunération de la directrice coordinatrice  
Dans la convention sur les droits et devoirs liés au mandat d'administrateur OGEC, il est indiqué que l'administrateur s'engage à exercer son activité de façon bénévole, ce qui est le cas.

**5) Honoraires des commissaires aux comptes :**

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, en séparant les honoraires relatifs à la certification des comptes de ceux afférant, le cas échéant, aux autres services est non connu à la date de clôture des comptes.

Une provision a été comptabilisée se basant sur l'exercice précédent d'un montant de 5.600 €.

**6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :**

**PRODUITS CONSTATES D'AVANCE = 55 825€**

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

**CHARGES CONSTATEES D'AVANCE = 30 344€**

**CHARGES A PAYER = 14 610 €**

**PRODUITS A RECEVOIR = 91 007 €**

## AUTRES INFORMATIONS

### **ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS**

La commune de SAINT-AFFRIQUE, en date du 26 juillet 2010, s'est portée garante à hauteur de 100% des deux prêts contractés auprès du Crédit Agricole Nord Midi Pyrénées et de la Banque Populaire Occitane pour un montant total de 1 000 000 euros et pour une durée de 25 ans.

Ces prêts sont destinés à financer la construction de l'école maternelle primaire Saint-Jean Baptiste.

### **INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE**

La provision pour indemnité de fin de carrière a été calculée sur la base des indemnités prévues par la convention collective, compte tenu d'une probabilité de présence dans l'association jusqu'au départ à la retraite et estimée en tenant compte de l'âge, de la catégorie socioprofessionnelle, de l'âge de départ en retraite, de l'ancienneté au moment du départ à la retraite, et du salaire brut annuel.

La provision pour indemnités de départ à la retraite s'élève à un montant estimé de 71 593 € contre 69 524 € pour l'exercice précédent.

Il a été aussi provisionné les charges sociales sur cet IDR. Ces charges sont de 17 898 € contre 17 381 € pour l'exercice précédent

Du coup, cette année, la provision est augmentée de 2 586 €.

### **CONTRIBUTION VOLONTAIRE EN NATURE**

#### **Bénévolat**

L'OGEC du Saint-Affricain ne souhaite pas valoriser les heures de bénévolat au cours de cet exercice.

## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 Août 2024**

A l'assemblée générale de l'association,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, j'ai été avisé des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

#### **➤ Contributions :**

- **Administrateurs intéressés :** Messieurs Nicolas SENES et Régis AMANS, administrateurs de la DDEC
- **Nature et objet :** contribution à la DDEC pour l'exercice 2023/2024
- **Modalités :** montant de 44 749.39 €.

51

➤ **Avance en compte courant :**

- **Administrateurs intéressés :** Messieurs Nicolas SENES, Régis AMANS et Laurent DE TREMERIE, administrateurs de l'UDOGEC
- **Nature et objet :** somme déposée auprès de l'UDOGEC portant intérêts
- **Modalités :** montant placé pour 65 132.36 € au 31 Août 2024

A Rodez, le 3 Mars 2025

Gilles TOURNIER  
Commissaire aux Comptes

**Gilles TOURNIER**  
Expert-comptable  
Commissaire aux Comptes  
9 av. du Maréchal Joffre  
12000 RODEZ